

Décembre 2015

Patrice JORLAND

« *Le monde est un asile de fous géré par ses patients* », c'est en ces termes que le président uruguayen, Tabaré Vasquez, a défini l'état de la planète lors de son récent séjour à Paris. Se référant à l'instabilité économique, au dérèglement climatique et aux relations internationales, il ajoutait : « *Face au chaos actuel, les Nations Unies n'arrivent pas à assurer la paix* », ce qui fait sens pour un pays dont la contribution en casques bleus est la plus élevée au monde au regard de sa population. Le terme *chaos* s'appliquait au Moyen-Orient en particulier, aux millions de réfugiés qui ont tenté de fuir et au flux qui en entraîne un nombre croissant vers l'Europe occidentale, drame qu'il comprenait en ajoutant : « *Nous sommes un pays d'immigration qui a reçu plusieurs vagues de réfugiés. J'ai l'habitude de dire que les Uruguayens descendent des bateaux* » (« le Monde », 31.10.2015).

Islam et islamisme :

Un rapide tour d'horizon du vaste ensemble allant des rives de l'Atlantique aux contreforts de l'Himalaya inciterait en effet plus d'un observateur au désespoir, sinon à l'effroi: la Libye, où plusieurs camps s'opposent, reste sans gouvernement, la guerre ravage le Yémen, l'avenir de l'Afghanistan demeure incertain et nul ne sait précisément comment la paix pourrait y être établie, les affrontements dont la Syrie et l'Irak sont le théâtre frappent les populations, dans la complexité de leurs affiliations nationales, religieuses et politiques, la Jordanie et le Liban voisins sont ébranlés par l'afflux des réfugiés, les puissances régionales, Turquie, Arabie séoudite et Iran, interviennent en fonction de ce qu'elles considèrent être leurs intérêts et d'aucuns voient dans leur rivalité l'irréductible confrontation entre sunnites et chiites.

Les Palestiniens sont sans Etat et semblent abandonnés de tous, alors que les négociations conduites ces deux dernières décennies n'ont abouti à rien, que la colonisation des territoires occupés se poursuit et qu'à Jérusalem-est le seul mode de protestation restant paraît être l'action de loups solitaires. Au cours des trois premières semaines d'octobre 2015, dix Israéliens ont été tués et plus d'une centaine blessés à l'arme blanche, tandis que les forces israéliennes tuaient 53 Palestiniens et en blessaient près de 2.000. Des points de contrôle, des barrages de police et des blocs de béton isolent les quartiers arabes de la ville, où la vie est plus recluse que jamais. Les autorités de Ramallah ne peuvent agir à Jérusalem-est et le gouvernement jordanien, qui est officiellement responsable de la mosquée al-Aqsa, ne dit mot, alors que l'accès par les fidèles se heurte à des restrictions croissantes.

Ce qui fut appelé le « printemps arabe », à savoir la mobilisation populaire qui, en 2011 et 2012, du Maroc au sultanat d'Oman, parvint à réunir des hommes et des femmes de tous âges et appartenant à des groupes sociaux différents, voire, comme en Egypte, à des religions différentes, sur des mots d'ordre de liberté, de démocratie et de dignité, paraît s'être dissout au fil des saisons. Ici, Maroc, Algérie, Jordanie ou Oman, quelques modestes réformes et des mesures financières ont permis de revenir à un semblant de calme. Là, à Bahreïn, l'armée séoudienne a imposé son ordre par la force, sans qu'aucun des problèmes de fond n'ait été résolu. Ailleurs, au Yémen et en Syrie, la protestation a débouché, par étapes, sur ce qui est présenté comme une guerre civile. La Tunisie est la seule à poursuivre une expérience démocratique, tout en restant confrontée aux difficultés économiques et aux attentats terroristes. Capitalisant sur leur opposition aux gouvernements précédemment établis, les courants islamistes, tels qu'ils s'organisent au sein des Frères musulmans, ont cueilli un temps les fruits de mouvements qu'ils n'avaient pas lancés, avant que leurs abus ne conduisent à des réactions populaires, dont l'armée égyptienne a fait son profit pour rétablir son autorité avec la plus extrême rigueur, alors qu'une solution politique a pu être trouvée en Tunisie. Tandis qu'avec le soutien de puissants médias émettant sur l'ensemble de la région, ce mouvement islamiste cherche à encadrer la population par ses militants et ses réseaux d'aide sociale, des groupes appelant au djihâd armé sont actifs dans plusieurs pays et des espaces difficilement contrôlés.

L'islamisme n'est pas né des insatisfactions d'une fraction de la jeunesse des banlieues européennes, puisqu'on peut le faire remonter au *hanbalisme* apparu au IX^{ème} siècle, en opposition au *mutazilisme* ou « islam des lumières », puissant à la cour du calife abbasside al-Mamûn, qui régna de 813 à 833. Alors que ce dernier ordonnait la collecte, la traduction et l'étude des textes philosophiques et scientifiques de l'Antiquité, la foi devant être dirigée par la raison, il suffisait pour le premier de s'en tenir à une lecture littérale du Coran et de la Sunna, sans interprétation possible, sous la conduite des *oulémas*. L'intransigeance de cette idéologie à l'égard des autres religions, qu'elles soient du Livre ou considérées comme païennes, s'affirma avec Ibn Taymiyya (1263-1327), qui consacra l'essentiel de son œuvre à la réfutation des philosophes, du chiisme et des autres interprétations de l'islam. Son influence demeurait circonscrite au débat jusqu'à ce que sa pensée soit reprise au XVIII^{ème} siècle par le fondateur du *wahhâbisme*, qui lui donna une dimension politique en s'alliant en 1744 à Mohammed Ibn Saoud, chef d'une tribu du plateau central (*Nejd*) de la péninsule arabique. Au début du XX^{ème} siècle, leurs successeurs tirèrent profit de l'affaiblissement de l'empire ottoman, du jeu régional des Britanniques durant la Première guerre mondiale, puis du partage du Proche-Orient par les vainqueurs, pour conquérir par la force l'essentiel de cet espace péninsulaire et fonder en 1932 l'Arabie séoudite contemporaine. Les combats qui, de 1901 à 1932, rythmèrent cette entreprise firent 500.000 morts et ce qui était un courant de l'islam – unicité et universalité de Dieu (*Tawhid*), répression de toute autre pratique culturelle que la lecture littérale, la récitation et la prière, application intégrale de la charia- devenait religion d'Etat et d'un Etat qui en vint à disposer de deux rentes, celle de la garde des Lieux saints, la Mecque et Médine, grâce à la prise du Hedjaz en 1925, et celle du pétrole, découvert en 1938. Le totalitarisme religieux s'accouplait à l'absolutisme politique, avec le consentement de la puissance américaine, puisque, sur le retour de la conférence de Yalta, le président Roosevelt fit escale pour accueillir le roi Ibn Séoud à bord du croiseur *Quincy* et conclure avec lui un pacte noir contre protection intégrale. Ces deux rentes permettront de financer, partout où cela sera possible, la construction de mosquées, la formation d'imams et l'activité des courants intégristes, par exemple dans les *madrasas* d'Asie

méridionale. Bien que toutes ne soient pas wahhâbites, c'est dans des madrasas pakistanaises qu'ont été formés les Talibans et nombre d'islamistes locaux.

Postérieurement au wahhâbisme, et indépendamment de lui, devait émerger la *salafiyya*, alors que la modernité occidentale commençait à pénétrer l'empire ottoman, modernité dont on pouvait se servir pour réformer le monde musulman sur le plan technique, pendant que, sur le plan social et culturel, devait s'accomplir un retour complet au modèle des « pieux ancêtres » (*salaf*), les fondateurs de l'islam, c'est-à-dire le Prophète et les quatre premiers califes, les « bien guidés ». Avec la colonisation occidentale des terres musulmanes d'Afrique du nord, puis du Proche-Orient à la suite de l'effondrement de l'empire ottoman, et l'abolition du califat en 1924, une première inflexion est donnée par Hassan Al-Banna (1906-1949), le fondateur égyptien de la confrérie des Frères musulmans, avec pour mission d'engager la prédication et l'action politique par le bas. Une deuxième inflexion viendra de la pensée de Sayyid Qotb (1906-1966) : le djihâd est érigé en pilier de l'islam pour être mené en terres mécréantes, à quoi s'ajoute le devoir de *takfir*, combattre les impies et les apostats, ceux qui tournent le dos à la *hakimiyya*, la souveraineté exclusive de Dieu sur toute chose, et se font les complices des mécréants. C'est la matrice idéologique d'Al-Qaïda et de ses métastases. Parallèlement, un courant similaire s'était constitué dans le *Raj* indien, à partir de l'École de Deoband fondée en 1867, et s'était politisé sous l'influence du Maulana Maududi (1903-1979). Il affecte les Etats successoraux de cet empire.

Une proximité existe entre ces diverses références, avec des passages, glissements et convergences possibles. Des Frères égyptiens furent accueillis en Arabie séoudite à l'époque où ils s'opposaient au régime nassérien, mais les approches politiques sont différentes, ce qui explique l'hostilité que leur manifeste aujourd'hui la Famille des Séoud. La mouvance salafiste comprend différentes tendances, allant du refus du politique et du repli sur la pratique personnelle, tendance que l'on définit souvent comme quiétiste, à l'engagement social et politique de la Confrérie, celle-ci s'ancrant de façon variable dans le contexte géopolitique des pays et des époques. Point commun, le combat qu'ils ont mené et poursuivent contre les forces dites laïques, panarabistes et un temps socialistes, opposées à la politisation du religieux. Encore faut-il ajouter que ce combat a pu prendre des formes différentes selon les lieux et la conjoncture, de la Palestine à la Turquie et au Maroc. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'hostilité au chiisme n'a pas toujours été déterminante, ne serait-ce que parce que ce dernier n'est pas présent partout de façon conséquente. Il existe d'ailleurs un islamisme chiite aux traits particuliers, la pratique de l'*ijtihad* ou effort de réflexion à partir du Coran, que l'on retrouve dans le sunnisme, mais renforcée par l'existence d'un clergé hiérarchisé (mollah, hodjatoleslam, ayatollah et *marjaa-e taqlid* ou « sources d'imitation ») formé dans des écoles, dont les plus prestigieuses sont les séminaires de Qom en Iran et de Nadjaf en Irak, ainsi que par l'attente, dans le chiisme duodécimain, du retour du douzième imam, l'imam caché. Prévalait ainsi une séparation du religieux et du politique, jusqu'à ce que l'ayatollah Khomeïni énonce le principe du *velayat-e faqih*, ou gouvernement du juriste, selon lequel la société doit être dirigée par un religieux et une série de conseils chargés d'orienter les instances élues et les services de l'Etat. Cela a donné naissance à un régime conduit par un « guide suprême », cadenassé par les clercs et tenant la société sous sa bride, sans cependant interdire toute activité politique et culturelle, ni exclure les femmes. On est cependant loin de la vision progressiste et tiers-mondiste développée par Ali Shariati (1933-1977), dont l'influence avait été grande, et il convient de souligner que le principe du *velayat-e faqih* n'est pas retenu en Irak ni par les autres courants associés au chiisme.

La rivalité entre sunnisme et chiisme s'est aiguïlée ces dernières décennies pour des raisons politiques et géopolitiques, la Maison des Séoud et l'idéologie wahhâbite voyant dans l'islamisme chiite un modèle concurrent, plus particulièrement au Moyen-Orient. De fait, si le sunnisme est majoritaire à 85% au sein de l'*oumma*, c'est l'inverse en Iran (81 millions d'habitants contre 30 millions en Arabie séoudite), en Azerbaïdjan et à Bahreïn. Il est influent, directement ou par association, en Irak, au Liban, en Syrie, en Turquie et il constitue des minorités plus ou moins importantes au Yémen, en Afghanistan et en Arabie séoudite même. La dynastie séfévide ayant fait du chiisme la religion obligée de l'Iran au début du XVIIIème siècle, des acteurs assimilent le chiisme à cet Etat, ce qui leur permet de réactiver la rivalité ancienne entre l'empire ottoman et le monde iranien. A quoi s'est ajouté le jeu des puissances occidentales, sur lequel nous reviendrons.

Si ces premiers paragraphes sont consacrés à l'islamisme, c'est afin de rappeler que celui-ci s'est constitué en opposition à des conceptions et des pratiques plus éclairées de l'islam, qu'il a été mobilisé pour obtenir l'hégémonie au sein de l'*oumma* et pour asseoir à l'époque contemporaine des régimes foncièrement réactionnaires. L'influence dont il peut disposer aujourd'hui découle en partie de l'épuisement des expériences de rénovation du monde arabe, la *nahda*, le vaste mouvement de « renaissance » littéraire, intellectuelle, politique et religieuse qui s'était déployé depuis le début du XIXème siècle, tout particulièrement en Egypte et au Levant, dans le contexte d'un affaiblissement de l'empire ottoman, de l'affirmation de la suprématie technique, scientifique et économique de l'Europe, du contrôle direct et indirect que celle-ci parvint à exercer, par la force et ses moyens financiers, sur des zones de plus en plus étendues : à la veille de la Grande guerre, sur l'ensemble de l'Afrique du nord, Egypte comprise, sur le Soudan et la Corne de l'Afrique, sur l'Afghanistan ; puis le partage du Moyen-Orient entre le Royaume-Uni et la France, le protectorat britannique sur l'Iran et ce qui devait former les émirats du Golfe ; puis enfin la création de l'Etat d'Israël et l'humiliation de la défaite de 1949. Dans le prolongement de la *nahda*, et en s'appuyant sur la nouvelle corrélation internationale des forces, une deuxième vague de rénovation recouvrit alors l'ensemble de la région, indépendance politique, transformations sociales, panarabisme et solidarité avec les Palestiniens.

L'instrumentalisation de l'islam:

Les facteurs pouvant expliquer l'épuisement de cette deuxième vague sont multiples, qui tiennent d'abord à l'extrême complexité de la région, diversité linguistique, ethnoculturelle et confessionnelle, structures sociales, rapports de production et de pouvoir, « nationalismes de terroir » pour reprendre l'expression d'Anne-Laure Dupont, qui jouèrent dans l'essor des mouvements de libération mais entravèrent les ambitions panarabes, rivalités entre courants politiques, quand bien même plusieurs affirmaient partager ces aspirations, aura de personnalités qui n'eurent pas d'héritiers, culte d'autres personnalités et autoritarisme qui lui était lié, triple malédiction du pétrole, en ce que l'or noir excitait la convoitise de l'Occident et nourrissait ses ingérences, en ce qu'il donna naissance à des rentes dont la captation assurait l'enrichissement, le clientélisme et l'influence extérieure, manne financière, fluctuante d'ailleurs en fonction des cours, rendant inutile la construction de systèmes productifs cohérents et autonomes, obstacles que rencontrèrent, là où elles furent déployées, les tentatives de transformation sociale et culturelle. Certaines composantes de l'islamisme ont certes développé pendant un temps un discours nationaliste, par exemple en défense de la cause palestinienne, mais ce courant n'avait en soi que de la haine pour le socialisme, s'opposait aux tentatives démocratiques, puisque qu'à ses yeux celles-ci

substituaient des règles humaines à l'autorité divine, et condamnait tout ce qui, dans les sphères publique et privée, se démarquait du modèle des « pieux ancêtres ». Le régime nassérien et le Baas était impies, cependant qu'en Iran le clergé chiite n'apporta aucun soutien à la politique de Mossadegh et combattit le parti Toudeh, tout comme en Irak il s'opposa au général Kasem et à ses alliés communistes.

Le *pacte du Quincy* procédait du réalisme le plus froid et n'avait aucune dimension idéologique. Ce n'est d'ailleurs que progressivement, et en relation avec l'affaiblissement des positions françaises et britanniques au Moyen-Orient, que les Etats-Unis prirent le relais, dans une vision de guerre froide, de sécurisation des approvisionnements en hydrocarbures et donc de lutte contre les velléités de socialisme arabe. A ces différents titres, l'Arabie séoudite pouvait constituer un contrepoids à l'Egypte nassérienne, comme durant la guerre civile du Yémen qui fit suite à l'établissement de la république dans ce pays en 1962, mais les principaux points d'appui occidentaux étaient alors l'Iran du shah d'une part, après le succès de l'*opération Ajax* exécutée par la **CIA**, la Turquie d'autre part, deux Etats présentés alors comme laïcs. L'ingérence américaine dans les affaires intérieures des pays arabes prenait essentiellement la forme de pressions financières, de manœuvres politiques et sa seule intervention militaire eut lieu durant la crise de 1958 au Liban, qui fut brève et se termina sur une réconciliation. C'est toutefois cette année-là que Washington rejoignit le pacte de Bagdad conclu en 1955 à l'initiative de Londres, pacte rebaptisé **CENTO**, pour *Central Treaty Organization*, à la suite de la révolution irakienne de 1958. En étaient désormais membres les Etats-Unis, le Royaume-Uni et trois pays de religion musulmane, la Turquie, l'Iran et le Pakistan, dont le premier servait de charnière avec l'**OTAN** et le dernier avec l'**OTASE** ou Organisation du Traité de l'Asie du sud-est, mais dont aucun d'entre eux n'était arabe.

L'investissement d'un espace :

Une série d'évènements conduisit à l'engagement croissant, profond et multiforme des Etats-Unis, la lutte des Palestiniens et le soutien qu'elle recevait de la part des peuples arabes, les guerres dites des six jours (1967) et du Kippour (1973), la crise mondiale du prix du pétrole qui débute en 1971, puis la décision des pays arabes membres de l'**OPEP**, en relation avec cette deuxième guerre, d'imposer un embargo sur leurs exportations de pétrole vers les pays soutenant Israël et de réduire leur production, ce qui conduisit à une augmentation de 70% du prix du baril de brut, et enfin la révolution iranienne de 1978-1979. D'une part, la cause d'Israël était désormais consubstantielle au modèle américain, d'autant que ce pays était le seul véritable point d'appui militaire des Etats-Unis dans une région cruciale. Aussi fallait-il dissuader les pays arabes d'accorder plus qu'une solidarité verbale aux Palestiniens, ce qui devint possible à partir des Accords de Camp David du 17 avril 1978, signés par le président égyptien Anouar el-Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin. Le soutien apporté au shah ne permettra pas de sauver son régime et fera de son protecteur le « grand Satan ». Aussi fallut-il se replier sur les pays sunnites, l'occasion étant offerte par la révolution de Saur du 27 avril 1978, la proclamation de la République démocratique d'Afghanistan, puis l'entrée de forces soviétiques en décembre de l'année suivante. Le *pacte du Quincy* trouvait une portée idéologique : l'URSS, assurait-on, était sur le point d'atteindre les mers chaudes de l'océan Indien, bien que l'Afghanistan soit un pays enclavé sans débouché maritime, et de surcroît dépourvu de voies de chemin de fer, l'athéisme menaçait le monde musulman et le totalitarisme étendait ses griffes sur des espaces pourtant peu démocratiques. Il faudrait pouvoir revenir sur cette affaire, désormais recouverte par les oripeaux de la propagande et largement

oubliée après qu'elle fut parvenue à son terme. Financement et appui militaire aux forces islamistes afghanes déjà regroupées au Pakistan, qui devinrent instantanément des combattants de la liberté, appel au djihâdisme à l'échelle de l'*oumma*, islamisation organisée du Pakistan sous la dictature du général Zia ul-Haq (1978-1988), démantèlement de ce qui pouvait constituer un Etat afghan dès l'arrivée des islamistes au pouvoir à Kaboul en 1992 et sa destruction totale avec celle des Talibans, quatre ans après. Cela ne suscitera aucun émoi dans les capitales occidentales, puisque la pièce afghane avait disparu de leur échiquier. Fait remarquable, si le grand projet de Zbigniew Brzezinski, alors conseiller pour la sécurité nationale du président Carter, procédait bien d'une vision stratégique, à savoir affaiblir structurellement l'adversaire soviétique, elle se réduisait à cela. La diffusion du wahhâbisme par le truchement de la Maison de Séoud, le djihâd mondial aux côtés des islamistes afghans et la radicalisation en profondeur du Pakistan ne revêtaient aucune importance particulière. Les djihadistes étrangers qui affluèrent en Afghanistan n'y ont certes pas joué un rôle militaire considérable, mais ils s'y sont formés et pourront ensuite combattre sur d'autres terrains ou y encadrer des combattants ou encore servir de modèles, sous la bannière du Groupe islamique armé en Algérie, au cours des guerres de démembrement de la Yougoslavie ou en Tchétchénie.

Une autre donnée structurelle doit être également prise en compte, la pluralité des acteurs régionaux et les rivalités pouvant exister entre eux. De fait, si le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte sont des formations historiques au solide ancrage territorial, il n'en va pas exactement de même au Machrek. Les premières formations étatiques de l'histoire y sont certes apparues, mais leur organisation interne et leurs délimitations ont été mouvantes au cours des siècles, les plus récentes ayant été fixées lors du partage de la région entre le Royaume-Uni et la France. Cela entretient une concurrence pour le leadership, dès lors que l'Egypte, dont le rayonnement intellectuel est grand et dont la population dépasse à elle seule celle de la Syrie, de l'Irak, du Liban, de la Jordanie et de la Palestine réunis, ne constitue plus une référence, ce qui est le cas depuis le tournant effectué par Anouar el-Sadate. La Ligue arabe, créée en 1945 et qui compte aujourd'hui 22 membres, est censée harmoniser les points de vue et construire la solidarité, mais elle est aussi l'un des lieux où se confrontent les orientations, où s'expriment les rivalités, où se dévoilent des rapports de forces que modèle, pour une part, l'inégale répartition de la manne pétrolière.

Les trois conflits successifs que l'Irak a connus en sont l'illustration, à commencer par celle qui, de son fait, l'opposa à l'Iran de septembre 1980 à août 1988. Affrontement entre Arabes et Perses, entre sunnites et chiites, entre un Etat laïc et une république islamique, lutte pour la prépondérance au Moyen-Orient ou au sein de l'*oumma*, rivalités des puissances dans le contexte de la guerre froide, il reste qu'elle fut meurtrière, coûteuse -1.200 milliards de dollars- et qu'elle a été profitable au commerce des armes : selon le SIPRI, 52 pays ont fourni des armements à l'Irak ou à l'Iran durant le conflit, et 29 aux deux belligérants. Cette première guerre devait rebondir avec celle induite par l'invasion du Koweït en août 1990, au sens où l'Irak était pris à la gorge par la dette colossale qu'il avait contractée et par les difficultés dans lesquelles il se trouvait à relancer ses exportations de pétrole. Au premier abord, ce deuxième conflit a permis de tourner la page de la « guerre froide », puisque l'Union soviétique ne s'y opposa point, après avoir vainement tenté de convaincre Saddam Hussein, qu'il fut possible de réunir contre ce dernier une coalition de 34 pays, dont les buts déclarés étaient limités au retrait du territoire occupé. Au second abord, la conduite de la guerre annonçait une ère nouvelle, celle où s'établirait, par une forme de consentement universel, l'*imperium* américain. Mais la fin de la « guerre froide », la dissolution du Pacte de Varsovie, l'implosion de l'Union soviétique faisaient également disparaître tout contrepoids stratégique dans

une région dont la complexité devait inciter à la retenue et à la recherche de solutions concertées. On put penser que ce serait le cas pour la question palestinienne avec le lancement du processus d'Oslo, mais les négociateurs se trouvaient placés dans une configuration pour le moins inégale. Si les autorités israéliennes étaient certaines de disposer aux Etats-Unis d'une compréhension illimitée et des moyens suffisants pour intimider leurs voisins, cela découlait aussi de la domestication des Etats arabes, Egypte, Jordanie, Arabie séoudite et émirats du Golfe, alors que l'Irak, qui avait prétendu prendre la tête du « front du refus », peinait à se reconstruire, que sa population était soumise à de lourdes sanctions et que s'aiguïsaient les contradictions internes de son Etat. Les points possibles de résistance se résumaient à l'Iran, lui aussi confronté aux difficultés économiques, au Liban, dont les capacités étatiques étaient limitées et à l'**OLP** elle-même, objet de multiples pressions extérieures.

Tous les Etats arabes du Machrek, Syrie comprise, ont participé à la coalition formée et conduite par les Etats-Unis, sur mandat de l'ONU il convient de le rappeler. Cela donnait consistance aux thèses de Sayyid Qotb, puisque les musulmans se battaient entre eux, sous le commandement de « Croisés », et que ceux-ci investissaient la région avec la constitution, le 1^{er} janvier 1983, du **CENTCOM**, le Commandement de combat unifié couvrant l'ensemble de la région, puis, à l'occasion de ces guerres, l'installation de bases militaires, y compris, pendant un temps, en Arabie séoudite, le « pays des deux mosquées ». Al-Qaïda entra dans l'opposition et passa à une autre phase de son histoire : attentat des Tours Khobar en Arabie séoudite, le 21 juin 1996, faussement attribué à l'Iran, attentats simultanés à la voiture piégée contre les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar-es-Salaam, en Tanzanie, le 7 août 1998, attentat contre le destroyer *USS Cole*, le 12 octobre 2000, en rade d'Aden. Des camps d'entraînement seront ouverts à partir de 1997, date qui marque le retour d'Oussama Ben Laden en Afghanistan.

Némésis :

Dans les tragédies de la Grèce antique, il n'y a pas d'actes plus graves que ceux inspirés par l'*hubris*, la démesure qui conduit, par orgueil, assurance excessive en soi et mépris ou méconnaissance de l'autre, à affliger et à maltraiter. Ceux qui y cèdent s'exposeront à *Némésis*, la juste colère des dieux. On ne peut s'interdire d'invoquer ces termes, dans la mesure où l'*hubris* de l'hyperpuissance est la cause majeure du chaos actuel. Non point qu'elle soit à l'origine de toutes les contradictions et de toutes les déchirures, nous l'avons déjà souligné, mais en voulant imposer sa loi, de façon unilatérale et le plus souvent en violation du droit international, à un ensemble humain particulièrement complexe, elle a rendu la situation à première vue inextricable.

Il paraît inutile de revenir sur les guerres conduites depuis le 11 septembre 2001, l'invasion de l'Afghanistan, puis celle de l'Irak et enfin le renversement par les armes du régime libyen. On se limitera donc ici à quelques constats. Premièrement, ces guerres ont été voulues par des puissances occidentales, avec l'accord de l'ONU pour la première, mais continûment sous commandement américain, par une « coalition de pays volontaires » et contre la volonté du Conseil de sécurité de l'ONU, pour la deuxième, et, s'agissant de la troisième, par la France et le Royaume-Uni, avec l'assistance décisive des Etats-Unis et plus généralement de l'**OTAN**, en outrepassant le mandat de l'ONU qui se limitait à la protection de la population de Benghazi menacée par les troupes de Mouammar Kadhafi. Deuxièmement, si la conduite des opérations a varié d'une guerre à l'autre et selon le moment, elles se caractérisaient par l'écrasante supériorité matérielle des puissances occidentales, le recours massif aux moyens aériens (bombardements, hélicoptères et drones), mais

aussi aux forces spéciales et aux assassinats ciblés. Troisièmement, après des succès initiaux –le régime des talibans est renversé en cinq semaines, celui de Saddam Hussein en moins de quatre, les opérations en Libye se sont déroulées du 19 mars au 31 octobre 2011, mais avec une présence au sol limitée des coalisés-, elles ont toutes débouché sur des échecs. En 2012 et à la suite de renforts (*surge*) successifs, 130.000 hommes, dont 90.000 Américains, étaient engagés en Afghanistan, sans compter les personnels des sociétés militaires privées, soit davantage qu’au plus fort de l’engagement soviétique et sans que les ennemis désignés ne bénéficient d’une aide extérieure, en dehors du jeu trouble de l’allié pakistanais. En Irak, les renforts décidés avaient porté les effectifs de la coalition à 180.000 en 2008, dont 160.000 Américains. L’échec tient moins à la conduite des opérations qu’au fait qu’une guerre contre-insurrectionnelle est de nature fondamentalement politique. Or, les délires oratoires sur la « transformation » par en haut du Grand Moyen-Orient et du *state building*, la construction d’Etats « nouveaux » sur les décombres des dictatures et de l’obscurantisme, se sont heurtés à la complexité des sociétés concernées, cependant qu’en Irak, la politique suivie par le proconsul américain conduisait délibérément à la destruction de l’Etat existant, auquel ont été substitués des alignements ethniques, religieux ou sectaires, et qu’en Libye, les tensions régionales, tribales et politiques ont trouvé libre cours.

D’autres constats peuvent être faits, dès que l’on élargit l’angle de vision. Le premier concerne le droit international et l’instrument créé par la communauté internationale pour le faire prévaloir. Comme le déplorait le président uruguayen, l’ONU ne peut jouer le rôle qui lui a été confié, soit parce qu’on contrevient à ses décisions (Irak), soit parce qu’on détourne ses résolutions (Libye), soit enfin parce que les autorisations qu’elle donne sont mises en œuvre par une fraction seulement de ses membres (Afghanistan). Le dévoiement depuis la guerre du Golfe de 1990-1991 est manifeste, d’autant que l’**OTAN** redéfinissait simultanément ses missions, étendait son champ d’intervention et se substituait aux missions de maintien de la paix de l’organisation internationale. Effets collatéraux, la « responsabilité de protéger » invoquée par le Conseil de sécurité au début de l’affaire libyenne est désormais passée aux oubliettes et les enquêtes ouvertes par la Cour pénale internationale ne portent que sur des conflits ayant affecté l’Afrique subsaharienne, alors qu’il y aurait beaucoup à redire aux guerres précitées. Ce constat explique les positions de la Russie, de la Chine, mais également d’une série de pays du sud, l’Inde par exemple, qui peuvent avoir le sentiment d’avoir été piégés ou floués.

En deuxième lieu, le chaos dans lequel a été plongé une large partie du monde arabe a permis à certains Etats et à des dirigeants d’agir pour leur propre compte, ce qui, le plus souvent, n’a fait qu’aggraver la situation et à rendre les problèmes plus inextricables encore. L’Arabie séoudite, dont le rôle à Bahreïn a déjà été évoqué, semble être guidée, comme le prouvent les révélations de *Wikileaks*, par une viscérale opposition à ce qu’elle considère être les ambitions régionales de l’Iran et l’action de ses antennes religieuses, soit l’« arc chiite » constitué par la République islamique, la Syrie et le Hezbollah libanais. Un autre front a été ouvert en mars 2015 avec le lancement au Yémen de l’« opération Tempête décisive », officiellement pour rétablir l’autorité du président Abd Rabo Mansour Hadi, renversé l’année précédente par la rébellion houthiste. Présentée comme le bras armé de Téhéran, au motif que ses membres sont pour la plupart chiites, tout en oubliant que ceux-ci se réclament du zaydisme, qui n’est pas duodécimain et ne reconnaît pas l’autorité du clergé iranien, elle a en vérité des causes sociales, politiques et tribales, application des accords antérieurs, répartition des ressources et des responsabilités dans un pays pauvre, qui fut d’ailleurs dirigé jusqu’en 1962 par une dynastie houthiste. Une coalition sunnite a été formée, à laquelle participent

les Emirats et le Qatar, mais le Pakistan, qui avait été sollicité car son armée dispose d'une expérience certaine, a refusé de s'y joindre. Depuis, des milliers de victimes sont à déplorer, les destructions se sont accumulées et une issue militaire reste improbable. L'unité nationale, toujours précaire, est menacée et les bénéficiaires de ces affrontements risquent d'être les groupes islamistes dont la branche locale d'Al-Qaïda est la plus anciennement implantée.

De tous les émirats du Golfe, le Qatar est celui dont les ambitions internationales sont les plus grandes. Le fait qu'il est le 4^{ème} exportateur mondial de gaz naturel et le premier exportateur de gaz liquéfié y contribue, revenus qui lui ont permis de développer sa capitale Doha, d'attirer des expatriés qui forment aujourd'hui 80% de la population totale, main d'oeuvre d'Asie méridionale taillable et corvéable à merci pour les travaux pénibles, experts occidentaux pour les mieux rémunérés, de lancer la chaîne *Al Jazeera* en 1996 et d'en faire un média de diffusion internationale trois ans plus tard, de se tailler une réputation mondiale par le financement et l'organisation de manifestations sportives. Il accueille la base aérienne d'Al Udeid, quartier général du **CENTCOM** pour l'avant, laquelle est partagée avec l'aviation britannique. L'émirat est un client apprécié des entreprises occidentales d'armement -11 milliards de dollars en 2014, 24 Rafale et 12 autres en option en 2015-, tout comme il est vrai l'Arabie séoudite (80 milliards d'acquisitions en 2014) et les Emirats (23 milliards). Bien que le wahhâbisme y soit majoritaire, le Qatar a accordé son soutien aux Frères musulmans d'Egypte, il a été particulièrement actif, y compris sur le plan militaire, dans l'assistance aux groupes islamistes durant la guerre de Libye, il finance et arme plusieurs groupes armés syriens, tout particulièrement le **Jahbat al-Nusra**, filiale locale d'Al-Qaïda.

Des développements plus longs devraient être consacrés à la Turquie qui, par ses moyens militaires, les bases étrangères qu'elle accueille et son contrôle des détroits reliant la mer Egée à la mer Noire, constituait, depuis la formulation de la « doctrine Truman », un point d'appui essentiel des Etats-Unis et de l'**OTAN** sur le flanc méridional de l'Union soviétique. Elle se tenait à distance des pays arabes et s'inscrivait plutôt dans la stratégie israélienne d'alliances périphériques, aux côtés de l'Iran du shah et de l'Ethiopie du Négus. La fin de la guerre froide, la dissolution de l'URSS, les guerres de Yougoslavie ont élargi son champ d'action, plus sensiblement encore avec l'accession au pouvoir, en 2002, du Parti de la justice et du développement (**AKP**), version nationale des Frères musulmans. Sous le vocable « *zéro problème avec les voisins* » popularisé par le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu, aujourd'hui premier ministre, une diplomatie tous azimuts fut un temps déployée, en direction des Balkans jadis inclus dans l'empire ottoman, de la Russie qui lui fournit 70% de son approvisionnement en hydrocarbures, de l'Asie centrale en partie turcophone et, donnée nouvelle, du Moyen-Orient. D'excellentes relations furent établies avec la Syrie, longtemps suspecte, avec la République islamique d'Iran, en dépit des sanctions internationales auxquelles celle-ci était soumise, et, tout en préservant sa coopération militaire avec Israël, les autorités se déclarèrent sensibles au sort des Palestiniens, du drame gazaoui tout particulièrement. Le « printemps arabe » a considérablement infléchi cette orientation, dans la mesure où il ébranlait les autorités en place dans plusieurs pays, l'Egypte et la Syrie notamment, et où, comme indiqué plus haut, les Frères musulmans en furent, au moins pendant un temps, les principaux bénéficiaires. L'**AKP** étant présenté par les puissances occidentales comme le modèle d'un islamisme « modéré » sur le plan religieux et « conservateur » sur le plan social, la porte s'ouvrait à une autre ambition, prendre la tête de l'islamisme sunnite. Alors que l'actuel président Recep Tayyip Erdogan avait été en 2010 le dernier récipiendaire du prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme, la Turquie tenta de placer ses pions en Libye et apporta son soutien aux groupes entrés dans l'opposition armée au

régime syrien. Le pays ne dispose pas des ressources financières que procurent les hydrocarbures, mais il est peuplé, armé, moderne à bien des égards et il ne serait pas illégitime de le voir jouer un rôle actif dans la région, si ses dirigeants actuels n'avaient pas cédé eux aussi à l'hubris, et ne suivaient pas une politique aventuriste et obsédée par la question kurde, exploitant la place du pays dans le dispositif de l'**OTAN**, utilisant le drame des réfugiés comme un instrument de chantage, excitant les dissensions ethniques.

En troisième et dernier lieu, les guerres de la démesure ont donné une ampleur et une extension inédites au djihâdisme. Cela est désormais reconnu par tous les observateurs pour ce qui concerne la guerre libyenne. Non seulement deux groupes aspirant au pouvoir s'opposent depuis les deux extrémités du pays, mais aussi plusieurs zones échappent à l'autorité de l'un comme de l'autre, les brigades constituées durant la guerre restent armées et agissent le plus souvent pour leur compte, l'arsenal considérable du précédent régime n'a pas été contrôlé et nourrit différents trafics. Ces derniers ont approvisionné des bandes déjà présentes dans l'espace sahélo-saharien, issues pour une part du **GIA** algérien et ayant formé Al Qaïda au Maghreb islamique (**AQMI**), puis des dissidences, dont le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest (**MUJAO**) et les *Signataires par le sang*, qui se regrouperont au sein d'*Al-Mourabitoune* –nom arabe de la dynastie rigoriste des Almoravides qui régna de 1040 à 1147 sur le Maroc, l'ouest de l'Algérie et la moitié méridionale de la péninsule ibérique-, ainsi que des organisations agissant au nom des Touaregs. La Libye, le Niger, le Tchad, le Mali surtout, ainsi que des franges des territoires algérien et tunisien, sont concernés par leurs agissements.

Le 11 septembre 2001, en visant Wall Street, le Pentagone et vraisemblablement le Capitole, c'est-à-dire les symboles et lieux de pouvoir de la puissance américaine, Al-Qaïda entendait frapper de sidération la population –mode opératoire inattendu, lourdes pertes humaines, acteurs armés de simples cutters et déterminés à mourir-, provoquer une violente riposte de l'hyperpuissance qui mobiliserait en retour les musulmans contre l'« ennemi lointain » et ses affidés, l'« ennemi proche », à savoir les régimes arabes apostats et corrompus. Les choses se sont déroulées comme prévu, invasion de l'Afghanistan, puis de l'Irak, guerres dans la population avec ses « dégâts collatéraux » et ses exactions diverses (prison d'Abou Ghraïb, camp de Guantanamo, ratissages, frappes indiscriminées, etc.). La guerre d'Irak a eu des effets plus graves encore que celle d'Afghanistan, puisque les preuves réunies pour la justifier étaient truquées, qu'elle a, comme cela a été déjà indiqué, débouché sur la destruction de l'Etat, condamné à la déréliction une partie de la population sunnite, parmi lesquels d'anciens militaires, aiguisé les clivages religieux et sectaires. Une filiale d'Al-Qaïda est alors constituée sous le commandement du Jordanien Abou Moussad Al-Zarqaoui, un ancien d'Afghanistan. Elle organisera des attentats en série et s'attaquera aux chiites avec la plus extrême violence, au grand dam d'Oussama ben Laden, mais attirera, par sa violence même, un nombre substantiel de volontaires extérieurs. Le décès de Zarqaoui, le 7 juin 2006, sera suivi par la proclamation d'un Etat islamique en Irak. Plus décisives encore seront l'extension de cet Etat à une partie de la Syrie et la proclamation du califat, le 29 juin 2014, soit le premier jour du Ramadan, sous l'autorité d'Abou Bakr al-Baghdadi.

Un saut qualitatif était ainsi accompli. Bien que les Frères musulmans et les salafistes d'une manière générale aient pour objectif le rétablissement du califat sur l'ensemble du monde musulman (*dar al-islam* qui inclut l'Espagne et les Balkans), voire à l'échelle universelle, cet objectif reste lointain et a pour préalable la réislamisation authentique des croyants. Les choses sont moins claires

pour le wahhâbisme de stricte obédience, au sens où son fondateur avait conclu une alliance avec la Maison des Séoud, dont la préoccupation principale est d'ordre patrimoniale, et où il s'agit d'abord, pour ce courant, de devenir hégémonique au sein de l'*oumma*. Cela passe, comme indiqué, par le financement de mosquées et la formation d'imams, par le truchement de riches donateurs séoudiens et d'organisations internationales, la Ligue islamique mondiale, le Conseil mondial suprême des mosquées ou encore l'Organisation internationale du secours islamique. Al-Qaïda, dont le renom tient à son antériorité et à de retentissantes opérations, est pour sa part une marque déposée, qui peut être accordée à des franchises lui ayant prêté allégeance (*bayah*), mais agissant de façon autonome dans leurs circonscriptions respectives, Yémen, Syrie, Maghreb, Somalie, etc. Ni Oussama ben Laden ni son successeur, Ayman al-Zawahiri, ne se sont considérés comme des chefs religieux et n'ont envisagé de proclamer le califat. De fait, celui-ci intègre le pouvoir religieux, le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire, avec tous les instruments qui leurs sont associés, ce qui implique le contrôle d'un territoire viable par sa superficie, sa population et ses ressources, en l'occurrence le nord-ouest irakien et l'est syrien, majoritairement sunnites. Il impose sa conception salafiste de l'islam et accomplit son devoir de *takfir* sur ce territoire, qu'il entend élargir à l'ensemble du Levant, en même temps qu'il menace les régimes séoudien et émiratis impies, qu'il cherche à étendre son influence, de l'Afghanistan et du Sinaï jusqu'à la Libye et au Yémen, par l'attraction exercée sur des groupes islamistes existants ou en formant des brigades affiliées. Par la propagande aux techniques étudiées qu'il mène sur la Toile et par son discours eschatologique, il est en mesure d'influencer de jeunes esprits, aux connaissances religieuses le plus souvent élémentaires ou récemment acquises, auxquels il est proposé de se réaliser dans la servitude à Dieu, l'exécution des impies, la violence guerrière, avec à la clé une solde mensuelle garantie, de possibles promotions internes et quelques satisfactions sexuelles. On peut comprendre que de petits voyous résidant en Europe et s'y sentant relégués, mais également, et par milliers, de jeunes citoyens des pays arabes soient du voyage. Tout schématisme à ce propos est cependant à rejeter, dans la mesure où le recrutement est large, puisqu'on compterait environ 5.000 Russes, autant de Tunisiens et par exemple une cinquantaine de Japonais, et que, forme renouvelée de l'hégire, il a une dimension révolutionnaire. Il reste que le commandement est irakien, que d'anciens officiers de Saddam Hussein lui ont apporté leur expertise et que ses cadres étrangers ont acquis une solide expérience sur de multiples fronts, Afghanistan, Irak, Tchétchénie, etc. Le califat renforce **Daech**, l'organe politique dont il est l'émanation, et en retour, le prestige de **Daech** nourrit les ralliements au califat.

Ouvrir d'autres chemins :

L'attention est aujourd'hui concentrée sur le Levant, non sans raisons. Le chaos est en effet né en Irak et a gagné la Syrie, non que le pouvoir baasiste qui gouverne cette dernière ait été irréprochable et c'est un euphémisme. A l'origine de la situation actuelle, il y eut des protestations de civils qui, dans le mouvement auquel le nom de « printemps arabe » fut donné, présentait cette particularité d'avoir été le fait de couches populaires et de zones rurales, soutiens originels du régime, que le nouveau cours économique avait délaissées. Des citoyens issus d'autres couches sociales s'y sont joints, sans cependant que ces protestations aient énoncé un programme cohérent, mais, en répliquant avec une grande brutalité, le pouvoir a sans conteste envenimé les choses. Deuxième trait particulier, ce mouvement hétérogène s'est rapidement militarisé, à la différence de ce qui s'est passé ailleurs, Libye exceptée, et troisième trait, également partagé avec cette dernière, les puissances occidentales, Etats-Unis et France en premier lieu, ont très vite adopté une position catégorique, faisant du départ de Bachar el-Assad le préalable à toute solution, comme elles l'avaient

fait à propos de Kadhafi. A cela plusieurs raisons : la politique syrienne a rarement été en concordance avec celle de l'Occident, tant à propos de la Palestine et du Liban que de l'Iran, et la Syrie était le seul pays du Moyen-Orient à conserver des relations étroites avec la Russie, qui dispose d'une base navale à Tartous ; l'idée prévalait que le régime s'était en quelque sorte surimposé au pays et que sa seule base consistante se réduisait à la minorité alaouite ; on oubliait ce faisant que l'invasion de l'Irak et les déchirements internes ainsi provoqués avait affecté la Syrie, du fait de la désorganisation des circuits économiques, de l'afflux d'un million de réfugiés, du départ vers l'Irak de volontaires islamistes, des possibilités que la porosité de la frontière et le cousinage religieux pouvaient offrir à la filiale irakienne d'Al-Qaïda. Les experts discutent encore de la naissance du **Jabhat al-Nosra**, le « Front pour la victoire », principale organisation islamiste syrienne ayant fait parler d'elle par les armes, mais ils reconnaissent que ses dirigeants s'étaient formés en Irak et en sont venus. Les différences qui l'opposent à **Daech** viennent de ce que le Front assure ne combattre qu'en Syrie, contre un régime oppresseur des sunnites, qu'il ne parle pas de califat et qu'il a prêté allégeance à Al-Qaïda. Différences stratégiques sans nul doute, à partir d'une même matrice.

On saurait dire que la voie diplomatique n'a pas été recherchée, puisqu'une première conférence internationale s'est réunie à Genève en janvier 2012, à l'initiative de l'ONU, laquelle fut bloquée par le préalable concernant le départ de Bachar el-Assad, avant que de reprendre en février 2014, avec une participation étrangère plus large encore et la représentation de plusieurs parties syriennes. Les antagonismes opposant ces dernières et les désaccords au sein des parties étrangères n'ont pas permis d'aboutir. Les morts, les destructions et les départs en exil n'ont cessé d'augmenter depuis. Entre autres blocages, surdéterminant en partie les autres, la participation éventuelle de l'Iran aux négociations et le rôle qu'il pouvait jouer dans l'application des décisions, d'une part, la prise en compte des positions défendues par la Russie et bien entendu du rôle qui pourrait lui revenir dans le processus, d'autre part. Or, dès lors que l'on pose que ces deux pays forment le nouvel « axe du mal » et que leurs arguments sont subséquemment pervers, il est impossible d'avancer. Sans pour autant inverser les choses et en faire des anges de vertu, on rappellera que la solution ayant permis d'éliminer le stock syrien d'armes chimiques est venue de la Russie et que, contrairement à ce qui se proclame, celle-ci n'a pas systématiquement bloqué les résolutions concernant la Syrie. Plus fondamentalement, elle n'est responsable en rien de l'erreur originelle que constitue l'invasion de l'Irak, puisqu'elle s'y est opposée et qu'en l'occurrence elle n'était pas la seule.

Contre intuitivement, ce sont là certaines des raisons pour lesquelles des lueurs apparaissent qui laissent entrevoir, non pas une issue rapide ni même assurée, mais un chemin possible pour tenter de se dégager du chaos. Il s'agit premièrement de la signature, le 14 juillet 2015, du Plan global d'action conjoint portant sur le nucléaire iranien et la levée progressive des sanctions frappant la République islamique. On ne cherchera pas à analyser ici le contenu de cet accord, pour retenir qu'il a mécontenté les principaux alliés des Etats-Unis au Proche-Orient, à savoir Israël et l'Arabie séoudite, et qu'il réintroduit *de facto* l'Iran dans la concertation internationale concernant la région. En deuxième lieu, les efforts pour tenter de briser concurremment **Daesh** et le régime syrien ont échoué, échec dont les preuves les plus manifestes ont été le calamiteux programme américain, coûteux par ailleurs, de formation de combattants « convenables » -la cinquantaine de conscrits ont livré leurs armes aux islamistes sans chercher à combattre- et l'inefficacité des frappes aériennes sur certaines cibles du territoire occupé par le califat. On pourrait ajouter, en troisième lieu, les contradictions dans lesquelles se trouve plongés l'Arabie séoudite, le bastion wahhâbite, et par corrélation les émirats du Golfe. Si la première a pu constituer une coalition pour ouvrir un front au

Yémen et y réinstaller un régime qui lui serait favorable, elle risque fort de s'y embourber. La monarchie est par ailleurs confrontée à la chute brutale des cours du pétrole, qu'elle a pourtant recherchée en espérant réduire ainsi la concurrence du gaz de schiste. Enfin, Daech remet en cause la légitimité de la Maison des Séoud et celle des monarchies voisines : « Le nom de guerre complet du « calife Ibrahim » affiche de manière offensive sa légitimité : Abou Bakr al-Baghdadi al-Husseini al-Quraishi, soit Abou Bakr al-Siddiq pour le premier calife après le Prophète, al-Baghdadi car le califat résidait à Bagdad, al-Husseini car la dynastie hachémite régnait à la Mecque jusqu'à sa dépossession par Ibn Saoud, et enfin al-Quraishi en référence à la tribu du Prophète » (Jean-François Daguzan : « *Les pays arabes face au terrorisme islamiste : de la révolte à la révolution* », in « Questions internationales », n°75, p.60).

La décision russe d'intervenir militairement en Syrie a surpris de nombreux analystes et donné lieu à des critiques acerbes dans une partie des médias occidentaux, bien qu'elle soit plus justifiée que celles des Etats-Unis ou de la France au regard du droit international, dans la mesure où elle répondait à la demande des autorités légales. Au-delà du coup de semonce initial –la frappe de 26 missiles de croisière *3M14-T Kaliber* par la flottille de la mer Caspienne-, elle consiste en un déploiement de forces aériennes chargées de pilonner les groupes islamistes combattant le gouvernement et d'aider ainsi son armée à se dégager, puis à reprendre certaines des zones perdues. Les frappes russes sont donc coordonnées à l'action au sol des forces syriennes –soutenues par des volontaires iraniens et des combattants du Hezbollah-, ce que les Etats-Unis et la France n'étaient pas parvenus à accomplir, à l'exception notable près de la coopération entre l'organisation armée des Kurdes de Syrie et l'aviation américaine. Il ne faut cependant pas s'attendre à une progression rapide, car les opérations sont menées en zones urbaines, face à des groupes expérimentés à ce type de combat et disposant de positions solidement retranchées. Outre le fait qu'elle a le soutien ou la compréhension de la Chine, des républiques d'Asie centrale, de l'Egypte, de l'Irak ou de l'Inde et qu'une coordination existe avec l'Iran, la Russie entretient à ce propos une intense activité diplomatique auprès des autres Etats du Moyen-Orient, Arabie séoudite, Jordanie et Israël en particulier, comme le remarquait avec dépit un grand quotidien français du soir.

La leur pourrait être plus vive si, comme le souhaite Moscou, un accord était trouvé avec les pays occidentaux, ce qui suppose que soient levés deux désaccords, le premier portant sur la désignation de l'ennemi –**Daesh** seul ou également le **Jahbat al-Nosra** et les groupes de l'Armée islamique, **Ahrar al-Sham**, **Liwa al-Tawhid**, **Jaysh al-Islam**, etc.-, le second concernant le sort à réserver au régime syrien. Nous l'avons dit, le départ de Bachar el-Assad a été longtemps un préalable pour les Occidentaux, l'Arabie séoudite, le Qatar ou la Turquie, mais les expériences irakienne et libyenne devraient conduire à s'interroger sur ce qui suivrait la destruction d'un Etat en l'absence d'une alternative éprouvée. Un processus politique est inévitable, qui devrait inclure les représentants de l'Etat syrien, des opposants non salafistes et les multiples communautés constituant la Syrie, Kurdes, chrétiens, yézidis...

Un concert international incluant la Russie et l'Iran n'est pas une condition suffisante pour sortir du chaos, mais c'est une condition nécessaire et elle passe par l'acceptation du multilatéralisme. La cause première de la situation présente a été la succession de guerres voulues par un quarteron de pays occidentaux frappés de démesure, ce que le président Obama reconnaît à sa manière lorsqu'il souligne qu'il conviendrait de « ne plus faire trop de bêtises ». C'est là la raison pour laquelle son administration rechigne à accroître le niveau de son intervention militaire, en

mettant notamment des hommes au sol, quitte à sous-estimer la gravité des problèmes et à s'exposer aux critiques des Républicains et de certains milieux étrangers qui voient dans cette prudence un « facteur d'incertitudes ». Plus largement, la « doctrine Obama » souhaiterait mettre un terme aux engagements militaires dans le Grand Moyen-Orient pour pouvoir accorder une attention plus grande à d'autres régions du monde, l'Asie-Pacifique en premier lieu, à la conclusion d'accords transcontinentaux de libre-échange, à la restauration des bases nationales de la puissance. Le maintien de la prépondérance américaine reste l'objectif principal, y compris sur le plan militaire, en dépit des contraintes budgétaires, et il ne faut pas s'en étonner. Le point est de savoir si cela est compatible avec le nécessaire abandon de l'unilatéralisme, ou de la concertation réduite à l'**OTAN**, et d'accepter des approches multilatérales aux problèmes de notre temps. Cela implique la prise en compte réelle des intérêts et des propositions des autres, le soutien effectif aux actions de l'ONU, par exemple pour trouver des réponses aux incertitudes libyennes ou yéménites. Cela suppose enfin que la ci-devant hyperpuissance se libère du chantage qu'exercent sur elle certains de ses protégés, Israël, l'Arabie séoudite et la Turquie en particulier. Une telle approche pourrait être également fructueuse à propos de l'Afghanistan dont tous les voisins participent à l'**OCS**, l'Organisation de coopération de Shanghai.